



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR**  
236, boulevard du Maréchal Leclerc  
CS 90008  
83107 – TOULON CEDEX

**MARCHE DE RECENSEMENT D'ACTIVITES (2021-2022) DANS LES CENTRES VILLES,  
VILLAGES ET SITES COMMERCIAUX VAROIS POUR LA CCI DU VAR**

Marché passé en application des articles R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5 du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

## CHAPITRE I – GENERALITES

### ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE

#### 1.1 – Objet du marché

La consultation porte sur le recensement d'activités dans les principaux centres villes, villages et sites commerciaux varois.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

#### 1.2 – Décomposition en lots

Le marché est décomposé en 2 lots correspondant à l'énumération suivante :

Lot n°1	Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du littoral Ouest du Var (Saint-Cyr sur Mer à Saint-Tropez)
Lot n°2	Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du moyen et haut Var et du littoral Est du Var (Sainte-Maxime à Saint-Raphaël)

### ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes,
2. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Prestations Intellectuelles approuvés par arrêté du 16 septembre 2009,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
6. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre,

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Le Titulaire du marché devra être titulaire d'une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle.

Il devra pour ce faire produire l'attestation d'assurances au plus tard huit jours calendaires après réception de la notification du présent marché, conformément à l'article 13 du présent CCAP.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du Var chaque année pendant la durée du marché. Le titulaire devra adresser à la CCI du Var une copie de l'attestation d'assurance, au maximum un mois après l'échéance de la police en question.

## CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES

### ARTICLE 4 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant le prix forfaitaire et global tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement propre à chaque lot et ses annexes.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

### ARTICLE 5 – VARIATION DE PRIX

Les prix indiqués à l'acte d'engagement sont établis aux conditions économiques en vigueur le mois précédant celui durant lequel a été remise l'offre.

Le présent marché est traité à prix ferme et définitif durant la phase 1 d'exécution du marché.

Les prix de la phase 2 pourront faire l'objet d'une révision annuelle en application de la formule suivante :

$$P = P_o (0.15 + 0.85 \cdot \frac{I_m}{I_o})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P<sub>o</sub> = prix à réviser

I<sub>o</sub> = indice Syntec correspondant au mois précédent la date limite de remise des offres

I<sub>m</sub> = indice Syntec correspondant au dernier indice connu à la date anniversaire du contrat.

Les prix ainsi révisés sont fermes jusqu'à la fin d'exécution du marché.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

## ARTICLE 6 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

### Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

•Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)

•La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

## ARTICLE 7 – AVANCE

Il sera versé une avance de 5% du montant initial du marché dans les conditions définies à l'article R.2191-7 du code de la commande publique relatif aux marchés publics et à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

## CHAPITRE III – EXECUTION DE LA PRESTATION

### ARTICLE 8 – NATURE ET DECOMPOSITION DE LA PRESTATION

#### 8.1 – Nature de la prestation

Le présent marché porte sur le recensement d'activités dans les principaux centres villes, villages et sites commerciaux varois sur les secteurs suivants :

- **Lot n°1** : Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du littoral Ouest du Var (Saint-Cyr sur Mer à Saint-Tropez)
- **Lot n°2** : Recensement d'activités des centres villes, villages et sites commerciaux du moyen et haut Var et du littoral Est du Var (Sainte-Maxime à Saint-Raphaël)

Le prestataire aura en charge la réalisation de recensement se traduisant par la représentation des locaux sur des plans fournis par la CCI du Var et la fourniture du fichier Excel correspondant.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières propre à chaque lot.

#### 8.2 – Phases techniques

Pour chaque lot, la mission est décomposée en deux phases techniques :

- Phase 1 : Recensement d'activités des communes les plus importantes (Groupe A) et de la 1<sup>ère</sup> moitié des communes dites secondaires (Groupe B) ,
- Phase 2 : Recensement d'activités des communes les plus importantes (Groupe A) et de la 2<sup>ème</sup> moitié des communes dites secondaires (Groupe C).

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques.

### ARTICLE 9 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION – PENALITES

#### 9.1 – Durée du marché

Le présent marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché jusqu'au 31 décembre 2022.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Administratives Particulières.

#### 9.2 – Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont définis comme suit :

- Phase 1 : à compter de la notification jusqu'au 31 décembre 2021 et selon le calendrier défini au CCTP.
- Phase 2 : à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2022 et selon le calendrier défini au CCTP.

## ARTICLE 10 –PENALITES

### Pénalités pour non-respect du délai dans l'établissement du calendrier mensuel d'exécution des prestations :

En cas de non-respect du délai dans l'établissement du calendrier mensuel d'exécution des prestations, il sera fait application au titulaire d'une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

### Pénalités pour non respect du calendrier mensuel d'exécution des prestations :

En cas de non-respect du calendrier mensuel d'exécution des prestations tel que produit par le titulaire et validé par la CCI du Var, il sera fait application au titulaire d'une pénalité de 100 € par site non recensé.

### Pénalités pour retard dans la restitution des données du recensement :

A l'issue de chaque période mensuelle, le titulaire du marché restituera les données des sites recensés conformément au calendrier mensuel d'exécution des prestations dans un délai de 5 jours calendaires. En cas de retard, il sera fait application au titulaire d'une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

### Pénalités pour absence aux réunions de travail :

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas aux réunions toutes les fois qu'il en est requis, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à 50 €, pour toute absence constatée, à la condition que la convocation lui ait été signifiée avec un délai de prévenance minimal de cinq jours calendaires.

## ARTICLE 11 – CLAUSE PENALE

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Si le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter ses prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement la CCI du Var par télécopie, confirmée par écrit en lettre recommandée avec accusé de réception postal. La CCI du Var sera alors en droit de faire appel aux services d'un tiers pour l'exécution des prestations de maintenance. Il sera alors fait application des dispositions de l'article 36 du CCAG PI.

En cas de non respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 19-1 du présent CCAP, des dommages intérêts équivalents à 5% des sommes déjà versées au titulaire. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire et ne fait pas obstacle à toute poursuite judiciaire ou contentieuse.

La CCI du Var notifiera au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal la mise en œuvre de cette clause.

## ARTICLE 12 – CALENDRIER MENSUEL D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire proposera à la CCI du Var, dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification du marché, le calendrier mensuel détaillé d'exécution des prestations pour le premier mois d'exécution de la prestation.

Le titulaire proposera ensuite un calendrier mensuel d'exécution pour le mois concerné pour l'exécution des prestations 5 jours à minima avant la fin du mois précédent.

Les calendriers mensuels d'exécution seront envoyés à la CCI du Var par fax ou e-mail ou par tous moyens permettant de donner date et heure certaine de leur réception par la CCI du Var.

La CCI du Var procédera à la validation du calendrier mensuel d'exécution présenté dans un délai de 72 heures. Des amendements au calendrier d'exécution mensuel pourront être intégrés par la CCI du Var, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer. Cette validation sera notifiée au titulaire par fax et/ou e-mail.

## ARTICLE 13 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE

Désignation des documents	Délais	Articles du CCAP définissant les documents
Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle	8 jours calendaires à dater de la notification du marché	Article 3
Calendrier d'exécution mensuel des prestations	8 jours calendaires à compter de la notification du marché pour le premier mois d'exécution de la prestation Avant le 25 de chaque mois précédent, pour le mois concerné pour l'exécution des prestations.	Article 12

## ARTICLE 14 – DELAIS DE GARANTIE

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Prestations Intellectuelles s'appliquent.

## ARTICLE 15 – ORGANISATION DU TRAVAIL

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

### 15.1 – Intervenant désigné

Pour des questions d'homogénéité du recensement, le titulaire désignera dans son offre un intervenant unique pour la réalisation des prestations du marché sur site.

En cas d'indisponibilité de la personne désignée dans l'acte d'engagement, le titulaire prendra toutes dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. Il présentera sans délai une nouvelle personne à l'agrément de la CCI du Var en précisant ses qualités et compétences, de sorte que les délais impartis puissent être respectés.

En outre, la CCI du Var se réserve le droit de procéder à tout moment au cours de l'exécution du marché à un contrôle de l'adéquation du profil de la personne désignée par le Titulaire et d'en demander le cas échéant, sans suppléments de frais, le remplacement.

### 15.2 – Compétences requises de l'intervenant

Les moyens humains mis à disposition devront disposer de compétences en gestion de bases de données et avoir la maîtrise de logiciels de traitement de données (tableur type Excel).

## ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.



En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 11 et 19.1 du présent C.C.A.P.

#### **ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation de confidentialité pour tout document ou information dont il aurait eu connaissance à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché.

## **CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 18 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS**

Les stipulations des articles 26 et 27 du C.C.A.G PI s'appliquent.

## **ARTICLE 19 – RESILIATION**

### **19.1 – Résiliation pour faute et exécution aux frais et risques**

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 32 du CCAG/PI.

La résiliation sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Elle prendra effet, conformément à l'article 29 du CCAG PI à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 11 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG PI.

### **19.2 – Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché. Sauf dans les cas de résiliation prévus aux articles 30 et 32 du CCAG/PI, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5 %.

## **ARTICLE 20 – LITIGES**

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 21 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **21.1 – Non validité partielle**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### **21.2 – Référence**

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

### **21.3 – Annexes au marché**

Les annexes au marché en font partie intégrante.

### **21.4 – Langue**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

### **21.5 - Notifications et mise en demeure**

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions de l'article 3 du CCAG PI.

### **21.6 – Modification de la réglementation**

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

## **ARTICLE 22 – DEROGATIONS AU CCAG PI**

Le présent CCAP déroge à l'article 38 du CCAG-PI. A titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G.-FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P., sont apportées aux articles suivants :

<b>ARTICLES</b>	<b>C.C.A.P.</b>	<b>C.C.A.G. P.I.</b>
Documents contractuels	art. 2	art. 4
Assurance	art. 3	art. 9
Pénalités – Clause pénale	art. 11	art. 14
Dérogations	art. 22	art. 27